



LES TROIS PILIERS

I. Sécurité mondiale et sécurité des Canadiens

Questions posées dans le document de réflexion :

- Quelles devraient être nos priorités lorsqu'il s'agit d'assurer la sécurité des Canadiens? Le Canada doit-il accorder plus d'importance aux opérations de combat? Ou à des activités comme la collecte et l'analyse du renseignement? Devons-nous nous concentrer sur des mesures de sécurité de portée générale, comme celles visant à contrer la dégradation de l'environnement et la propagation des maladies infectieuses? Quel rôle particulier devrions-nous jouer dans la promotion de la sécurité internationale?
- Comment les forces armées canadiennes peuvent-elles le mieux contribuer à la réalisation de nos objectifs en matière de politique étrangère? En se concentrant sur la défense nationale et continentale? En participant aux missions de combat dans le cadre de coalitions internationales? En contribuant aux missions de paix? Ou en s'acquittant de toutes ces tâches à la fois?
- Le Canada devrait déployer plus d'efforts pour remédier aux conditions qui provoquent les conflits et l'insécurité au-delà de nos frontières? Si oui, où doit-il le faire?

Vers une vision globale de la sécurité mondiale

Notre conception de la sécurité doit reposer sur le principe suivant lequel sans sécurité dans le monde, il ne peut y avoir de sécurité au Canada. [...]
Nous ne devons pas avoir une notion étroite de la sécurité, mais nous devons comprendre qu'elle comporte des dimensions sociales, économiques, militaires, politiques et humaines.

– Un participant

Le Dialogue s'est déroulé pendant une période de fortes tensions internationales, durant laquelle la question de la guerre et de la paix préoccupait grandement la population canadienne. Dans les assemblées publiques, en particulier, on a pu observer des divergences de vues très marquées au sujet de la décision du Canada de ne pas participer à la coalition militaire dirigée par les États-Unis dans la guerre en Iraq. Une nette majorité de participants au Dialogue applaudissent à cette décision et appuient les efforts du Canada pour tenter de résoudre la crise par l'entremise des Nations Unies. Plusieurs souhaitent que le Canada s'emploie activement à faire en sorte que les